

**PARTAGE NOIR**

# Augustin Souchy Attention: anarchiste! - 1

Né le 28 août 1892 dans la ville aujourd'hui polonaise (et autrefois allemande) de Ratibor, Augustin Souchy s'intéresse dès sa jeunesse aux idées socialistes, puis anarchistes.

Profondément antimilitariste, il déserte en 1914 et se réfugie en Scandinavie. Ce sont ses souvenirs de la Première Guerre mondiale qui sont ici rassemblés.

PARTAGE NOIR - 1990

**PARTAGE NOIR**

# AUGUSTIN 1 SOUCHY



ATTENTION:  
**ANARCHISTE!**

<https://www.partage.noir.fr>

[contact@partage-noir.fr](mailto:contact@partage-noir.fr)

1990/11-11-2019



**AUGUSTIN  
SOUCHY**

*Dessin de Nils-Erik Roos.*

A six heures, le lendemain matin, mon accompagnateur quotidien vint me chercher. Nous allâmes à l'église où, d'après la coutume suédoise, avait lieu un concert le premier jour de la fête de Noël. C'est ainsi que j'eus droit à un concert de Noël, avec Brahms et Bruckner. L'attente sous surveillance policière dura 10 jours. La décision du gouvernement fut négative. Le janvier 1920, je fus mis sur le Ferry-boat à destination de Saßnitz (sur l'île allemande de Rügen). J'espérais pouvoir, à la faveur de l'obscurité, rejoindre la terre ferme sans être remarqué, car je craignais d'être arrêté en Allemagne pour désertion. Mais le bateau retourna aussitôt vers la Suède et arriva à Telleborg. Une heure plus tard, un matelot qui avait entendu parler de moi par les journaux et qui m'avait passé son rasoir pour raser ma barbe de prisonnier, me dit que la voie était libre. Comme je sautais à terre, une demi-douzaine de lampes s'allumèrent. Les agents de police m'emmenèrent à la prison locale et me remirent le lendemain sur le bateau. Je fus livré aux autorités allemandes à Saßnitz. Après un court interrogatoire et un coup de fil chez mes parents, je fus remis en liberté. «*La République allemande, me dit-on, ne poursuit pas les déserteurs du Reich*».



Dessin : Zersetzer

## Avertissement

Né le 28 août. 1892 dans la ville aujourd'hui polonaise (et autrefois allemande) de Ratibor, Augustin Souchy s'intéressa dès sa jeunesse aux idées socialistes, puis anarchistes. Profondément antimilitariste, il déserte en 1914 et se réfugie en Scandinavie. Sur son mandat d'arrêt figurait l'avertissement: «*Attention, anarchiste!*» Cette brochure est la première partie de la traduction\* de ses *Mémoires* parus sous le titre: *Vorsicht Anarchist! Ein Leben für die Freiheit. Politische Erinnerungen*, chez Trotzdem-Verlag (édition 1982).

**Le groupe éditeur**

\* *Tous nos remerciements au traducteur.*

## Du non-conformisme à l'antimilitarisme

Mon père était un des plus anciens sociaux-démocrates de Silésie. Un jour – je devais avoir huit ans – un garçon me lança, au cours d'une dispute d'enfants, le mot « social-démocrate » à la figure ; quand je demandai à ma mère en quoi cela devait constituer une insulte, elle leva mystérieusement le doigt devant sa bouche et nous raconta que les sociaux-démocrates avaient autrefois été interdits. C'est en 1890, deux ans avant ma naissance, que la loi sur les socialistes fut abrogée. Notre mère nous raconta les tracasseries auxquelles était exposée la famille au temps de cette loi. La police venait fréquemment à la maison Pour rechercher des écrits interdits. Mais les brochures illégales et la correspondance étaient bien cachées dans le grenier, et le journal social-démocrate si ingénieusement dissimulé dans la cage aux oiseaux, que les gardiens de la loi ne purent jamais rien trouver. Après l'écrasement de la Révolution russe de 1905, des réfugiés révolutionnaires arrivèrent de Kongresspolen – autrefois en Russie – à Ratibor, la ville-frontière voisine. Leurs histoires et leurs discussions sur la révolution, dans notre maison, étaient, pour l'enfant de 13 ans que j'étais, un événement et une révélation. Un nouveau monde apparaissait à mes yeux. A partir de ce moment, mon rêve fut de devenir révolutionnaire et socialiste.

Mon premier acte de rébellion ne se fit pas attendre : un mois plus tard, mon frère aîné, Karl, et moi, nous refusâmes de nous lever et de chanter « Salut à toi sous ta couronne triomphale » à une fête pour l'anniversaire du kaiser. Nous fûmes expulsés avec fracas de la salle. Fiers de notre courage civique, nous chantions sur le chemin de la maison, ce refrain de la chanson des étudiants de 1848 que mon père nous avait appris : « *Si l'on te demande ce que fait l'Absalom (Wilhelm) / Tu peux dire qu'il est déjà pendu / Non à une corde, non à un arbre / Mais au rêve de la république allemande.* »

Notre rébellion avait éveillé la méfiance et eut un véhément épilogue à l'école.

Durant les années suivantes, des orateurs sociaux-démocrates extérieurs venaient de temps à autre animer des réunions ou des conférences, que nous ne manquions jamais car de tels événements nous offraient des sujets de conversations pour des semaines. Il m'est resté particulièrement en mémoire une conférence de propagande du député social-démocrate au Reichstag, Adolf Hoffmann. Ses interventions combatives au Reichstag et son livre sur les dix

Le régime pénitentiaire suédois était en ce temps là moins humain que maintenant. Je ne reçus aucune visite durant ma peine. Je vivais dans la solitude. A part les gardiens qui m'amenaient ma nourriture, je ne voyais personne. Pendant les promenades d'une demi-heure dans la cour de la prison, les détenus étaient séparés les uns des autres par de larges palissades. On ne pouvait pas voir son voisin. C'était l'isolement au sens le plus dur du terme. Mais je ne souffris pas de la solitude.

Une fois sorti de prison, je n'en fus pas plus libre pour autant. J'avais fait une demande d'autorisation de séjour en Suède, sur laquelle le gouvernement de Stockholm devait statuer. On me fit attendre la décision au « violon ». C'était une curieuse condition, entre la prison et la liberté : pendant la journée, je pouvais me déplacer librement dans les locaux du commissariat et me promener en ville accompagné d'un agent ; la nuit, j'étais enfermé dans une cellule grillagée. La police avait un atelier qui éditait un journal. Le rédacteur de la feuille, un employé de police, me proposa de rédiger un article. J'en écrivis un sur la place de la police dans une société libre. L'article ne parut évidemment pas avec mon propre nom. Un jour, l'agent de police m'invita dans son appartement où nous terminions nos promenades quotidiennes. Comme nous nous attardions, le commissaire, qui craignait que je me sois échappé, s'informa par téléphone. « *Non, nous buvons un café ensemble et nous revenons tout de suite !* » Le commissaire fut rassuré et, comme d'ordinaire, je passai cette nuit-là dans ma cellule du commissariat.

Le soir de Noël, il n'y avait qu'un employé au commissariat. Comme la relève se faisait attendre, il me demanda de le remplacer jusqu'à l'arrivée de son collègue, car il était attendu à la maison. Il aurait payé ma fuite par une punition disciplinaire. Il me faisait confiance je ne l'ai pas trompé. J'étais maintenant mon propre gardien – prisonnier et policier à la fois !

Je ne restai pas longtemps seul. On frappa. Un jeune homme entra timidement. Il venait dénoncer une fille qui lui avait passé une maladie. Je pensai à la pauvre fille qui avait agi sans discernement, et voulut le dissuader de la dénoncer. « *Le châtiement de la fille ne vous guérira pas* » dis-je. Notre discussion dura quelques minutes. Il devait s'étonner de ce singulier agent qui refusait de recevoir sa dénonciation. Mais bientôt arriva l'inspecteur, qui ramena l'affaire selon le protocole.

régime militaire du général Mannerheim en Finlande. Cette lettre tomba aux mains de la police. Jensen fut remis aux autorités suédoises et arrêté, car il lui restait une peine de quatre mois de prison à purger pour propagande antimilitariste.

## Sous les verrous

Quand Albert Jensen retrouva la liberté après avoir purgé sa peine, ses compagnons d'idées lui réservèrent accueil solennel à Malmö, auquel je tins à participer en compagnie de quelques amis de Copenhague. Sûr de moi, je présentai mon passeport suédois au nom de Lundkvist au contrôle à Malmö. L'employé me montra un livret de police ouvert avec ma photographie et mon véritable nom en dessous. « Connaissez-vous celui-là ? », me demanda-t-il, en me montrant la photo du doigt - « Saprستي ! Qu'il me ressemble ! » - « Je pense bien ! Vous êtes celui-là même ! » Nier ne servait à rien. Je relayai Albert Jensen en cellule. Le tribunal de Malmö me condamna à six mois de prison pour faux passeport et retour non autorisé.

C'est alors que je me trouvais en prison que la révolution éclata en Allemagne. Le général Ludendorff s'enfuit vers la Suède avec un faux passeport suédois au nom de Lundström, sans être condamné une fois arrivé. Mon avocat, Georg Branting, un fils du futur Premier ministre Hjalmar Branting fit valoir ce précédent. Comme on ne voulait pas punir Ludendorff, la Cour suprême de Stockholm décida de casser le jugement du tribunal de Malmö contre moi. Plusieurs mois avaient passé. Mais je n'avais pas perdu mon temps. Dans la solitude de ma cellule, j'écrivis un livre en suédois sur Gustav Landauer qui, le 2 mai de la même année (1919), avait été assassiné à Munich au cours de la liquidation de la République des conseils.



Gravure de Franz W. Seiwert

commandements (*Die zhen Gebote und die besitzende Klasse*, « Les dix Commandements et la classe possédante », 1891), avaient fait de lui un des hommes politiques les plus populaires. Il ne se gênait pas pour lancer des rappels à l'ordre sarcastiques - « *M. Oldenburg-Januschau ment à se faire tordre des poutres* » - ce qui lui valait d'innombrables rappels à l'ordre. Le bulletin clérical du coin le décrivit avec une torche incendiaire dans main et sa bible athée sur les dix commandements dans l'autre pour mettre en garde les honnêtes citoyens contre lui. C'était bien la meilleure des publicités que mon père, un des organisateurs de la réunion, pouvait souhaiter ! La salle fut comble. Et l'orateur exposa d'une excellente façon, et avec beaucoup de pédagogie, les buts et les moyens de la social-démocratie.

A 14 ans, j'avais lu *Sur ma vie* d'August Bebel. Bebel jouissait d'une grande considération la maison, surtout qu'avant de devenir homme politique, il avait été maître tourneur, comme mon père. Je dévorais toute la littérature socialiste qui me tombait dans les mains, sans distinction. En moi naquirent les premiers doutes sur l'infailibilité des dogmes chrétiens, doutes qui me conduisirent enfin à l'agnosticisme. L'impulsion m'en fut donnée par mon frère Franz qui, au matin d'un dimanche d'été, me proposa d'aller nous promener dans le bois de chênes du village au lieu d'aller à la messe. L'hymne romantique « *Ô toi, belle forêt, si haute, si loin des vallées* », que nous chantâmes durant cette promenade dans les bois, était une prière à la nature, qui reconfortait nos âmes bien plus que des psaumes mystiques. Notre athée de père nous aurait sans doute donné raison, mais notre mère, catholique, nous aurait, elle, réprimandés.

C'est pourquoi nous résolûmes de ne rien dire à la maison.

Je ne tins pas longtemps dans notre petite ville : la soif de savoir et la faim d'aventures vécues m'en firent bientôt partir. Un voyage de nuit en quatrième classe me mena, pour 9,50 marks, à Berlin. Ici commença une intense vie



Gravure: Max Pechstein

militante avec réunions et distributions de tracts, discussions et conversations instructives. En tant que « fils d'un vieux camarade de parti » et socialiste de la deuxième génération, je fis connaissance avec, outre Adolf Hoffmann que je connaissais déjà, Eduard Bernstein, Karl Liebknecht, Julian Borchardt, Klara Zetkin, et autres coryphées de la social-démocratie. Au cours d'une conversation avec Fidus, lors d'une fête de solstice à Friedrichshagen, la discussion se porta sur l'essai de Gustav Landauer : *Durch Absonderung Gemeinschaft* (« De l'isolement à la communauté »). A la lecture de ce livre, une nouvelle étoile se leva à l'horizon de mon esprit. Dès lors je lus les oeuvres de Max Stirner, Eugen Dühring et Pierre Kropotkine, et à travers elles, je fis connaissance avec de nouvelles variantes du socialisme. Ce qui me posait le plus problème était la répartition des responsabilités – dans la réalisation du socialisme – entre le centre et la périphérie, les sphères légiférantes et le peuple travailleur lui-même. Il m'apparut clairement que la liberté de tous ne peut être atteinte que si elle repose sur la conscience de soi de chaque individu. Lorsque des représentants élus assument les responsabilités pendant une série d'années, comme c'est le cas dans les démocraties représentatives, l'autodétermination du peuple devient alors bien souvent une fiction. Le socialisme, tel que je le comprenais et désirais dès lors, devait résoudre la question du pain quotidien, mais aussi devenir une philosophie sociale pratique, englobant tous les problèmes de la vie en société. Je commençai à douter de la validité générale des conceptions de l'histoire économique matérialiste, et d'une fin objective et déterminée de l'histoire.

Ayant déjà perdu la foi dans les dogmes chrétiens, je sortis de l'Église dès que j'eus 18 ans. Je me reconnus un certain temps dans le monisme, cette conception du monde acceptée à l'époque par tous les milieux progressistes. Mais, plus tard, et surtout après lecture de l'œuvre du philosophe français J. H. Boex-Borel (Rosny), sur le pluralisme (*Le pluralisme, essai sur la discontinuité et l'hétérogénéité des phénomènes*, 1909), je m'éloignai aussi du monisme. Ainsi, je m'étais détourné du principe de l'unicité, tant philosophique que politique – Un dieu, Un principe directeur cosmique, Un peuple (élu), Un « führer » – bien avant que le fascisme n'en tire sa doctrine sociale totalitaire. Je n'avais pas pu résoudre l'énigme de l'univers, mais les philosophes, théologiens ou athées n'y réussissaient pas mieux.

Lors d'une réunion électorale dans laquelle Klara Zetkin défendait les couleurs du parti social-démocrate et Gustav Landauer exposait ses idées sur le socialisme,

Elle raconte : « A l'époque, un nouveau réfugié entra dans notre vie : Augustin Souchy, un jeune antimilitariste allemand. Souchy avait été actif en Suède dans le mouvement des jeunes socialistes et fut expulsé dans la panique générale vers la Norvège, puis vers le Danemark, puis à nouveau vers la Suède... Alors que sévissait la grippe espagnole, il tomba lui aussi malade et erra entre la vie et la mort. Il couchait dans une petite, toute petite chambre avec une fenêtre donnant sur une grise arrière-cour, à Nörrebro. Je dus mettre mon médecin dans le secret. Nous pûmes finalement le caser à l'hôpital catholique, où il entra sous le nom de Lundkvist. Je lui rendais bien sûr visite tous les jours, mais il avait la fièvre, délirait et ne me reconnaissait pas. Les infirmières étaient des bonnes-sœurs allemands. Un jour, une d'elles me dit à propos de lui : “ Je ne comprends pas pourquoi il parle toujours

allemand dans ces délires de fièvre ! ” Je répliquai audacieusement : “ Oui, oui ! Il a étudié pendant plusieurs années en Allemagne et s'est donné tant de mal à apprendre la langue, qu'il la parle même dans son sommeil ”. Au même moment, il s'éveilla, me reconnut et dit : “ Ottar, n'oublie pas, Lundkvist ne doit pas mourir ! ” »

On ne peut comprendre l'expulsion de Jensen que si l'on se rappelle les troubles politiques qui avaient saisi les royaumes scandinaves après la chute du tsarisme et l'écroulement de l'empire allemand. La nervosité de la police était considérable. Jensen n'avait pas exercé d'activités politiques au Danemark. La cause de son expulsion fut une lettre qui lui avait été envoyée de Suède, et qui traitait des manifestations contre le



Albert Jensen en 1948 à Stockholm.

correspondante de journaux norvégiens et traduisit des livres de Upton Sinclair. Mais l'œuvre de sa vie, le travail pour l'émancipation féminine, commença en Suède. Les débuts furent difficiles. Anton Nyström, Knut Wicksell et aussi Hinke Berggren avaient certes préparé le terrain, mais dans les milieux bourgeois et même sociaux-démocrates, la propagande en faveur de la régulation des naissances se heurtait à de fortes résistances. Aussi, au début, « Ottar » (comme elle fut appelée plus tard) ne put exercer ses activités que dans les clubs de jeunes socialistes et dans les organisations syndicales. En plus d'une décennie de travail, furent créés en plusieurs lieux des centres de consultation sexuelle. En 1933, fut fondé à Stockholm la « société (royale) pour l'éducation sexuelle » : les conditions étaient réunies pour une législation moderne sur l'éducation sexuelle à l'école et la réglementation du contrôle des naissances. Le travail de pionnier d'Ottar et de ses collaborateurs était couronné de succès.



Timbre représentant Elise Ottesen-Jensen, imprimé par la Suède en 1980.

La Suède devint le centre du monde pour les mouvements de même nature. En 1953 eut lieu à Stockholm un congrès international, dans lequel des médecins, des économistes et des sociologues délibérèrent des problèmes de la régulation des naissances à l'échelle mondiale. Le congrès décida de fonder la « Fédération internationale pour le planning Familial », dont Ottar fut de longues années durant la présidente, jusqu'à ce qu'elle se retire en raison de son âge. En 1958, l'université d'Uppsala éleva Ottar au rang de docteur honoris causa. Je ne connais aucun autre pays où les pionniers de la régulation des naissances furent honorés cette façon.

Revenons à Copenhague, en l'an 1919. Avec mon passeport, suédois au nom de Ernst Johan Lundkvist, je me sentais un sécurité clans ma peau d'Allemand. Je me rendis bientôt compte que je me trompais. La grippe espagnole, qui l'époque faucha de nombreuses vies humaines dans toute l'Europe et n'épargna pas la Scandinavie, me jeta à bas. Ce qui m'arriva alors, je ne l'ai appris qu'en 1968, dans les mémoires d'Elise Jensen, *Och livet skrew* (« Et la vie écrivit »).



Dessin: Volny

je me décidai pour le dernier. La personnalité de Gustav Landauer correspondait à l'idée que je m'en était faite à la lecture de ses livres et articles. Sa haute et mince silhouette, son visage finement découpé entouré d'une barbe de Christ, le front intelligent, ses yeux visionnaires semblant chercher un lointain utopique, tout cela lui conférait un charisme marquant. Deux ans et demi auparavant, il avait fondé avec des compagnons d'idées une « Fédération socialiste » reposant sur la pensée de Proudhon, Bakounine et Kropotkine, et dont le programme était de lui. Pour lui, le socialisme était une nouvelle culture qui devait s'appuyer sur une fédération de communautés économiques autonomes échangeant entre elles dans la justice, et se substituant à l'Etat et au capitalisme. Le but était une république socialiste, que Landauer nommait « Anarchie », compris au sens étymologique du terme comme « l'ordre des fédérations par la libre volonté ».

C'était là le socialisme vers lequel je me sentais intuitivement attiré. A la Fédération socialiste, il n'y avait pas d'adhésion formelle avec carte d'adhérent et timbres pour payer les cotisations. Le soir, j'aidais au local d'expédition – Wrangelstrasse, 135, Berlin S. O. – à l'envoi du bimensuel *Le Socialiste*, rédigé par Landauer. Le typographe Max Müller composait le journal contre son pain et un toit, Wilhelm Habicht, propriétaire d'une petite imprimerie le tirait à prix réduit, et Gustav Landauer, le rédacteur, ne touchait pas un pfennig. Durant nos soirées à l'expédition, le tabac et l'alcool étaient proscrits. Parmi nous, se trouvait un jeune serbe, qui nous raconta qu'il avait prêché l'abstinence dans le cabaret paternel, sur quoi son père l'avait envoyé de par le monde afin de lui apprendre à vivre.

La Fédération socialiste n'était pas un parti politique tombé dans le piège électoral. Elle avait quinze groupes locaux dont un, à Munich, avait été fondé par Erich Mühsam, sous le nom de « Action » (*Tat*). Nous n'étions ni des révolutionnaires voulant instaurer un nouvel ordre social dans la violence ni des rêveurs étrangers au monde. Nous avions les pieds bien sur terre. Le Parti social-

démocrate avait, selon nous, raté sa mission présente par opportunisme et par dogmatisme. Dogmatique était sa négligence du mouvement coopératif, que ses idéologues suprêmes, Karl Marx et Friedrich Engels, avaient qualifié de charlatanerie petite-bourgeoise. Lorsque le congrès international socialiste de 1910 à Copenhague se prononça, sous les jets d'œufs des marxistes, pour la création d'associations coopératives, l'Allemagne suivit le mouvement. C'est par opportunisme aussi que le parti négligeait la propagande antimilitariste pourtant indispensable dans la Prusse si militarisée. Là se situait notre activité. De plus, nous étions proches du mouvement pour la réforme foncière dans la création de lotissements coopératifs agricoles, nous ne voyions pas seulement la solution à tous les problèmes sociaux, mais bien la base même d'une société socialiste.

Nous participions à tous les mouvements populaires pour la justice sociale, le progrès culturel, et par-dessus tout, pour le maintien de la paix. L'expansion du commerce international conduisait à des frictions entre les pouvoirs concurrents et les symptômes d'un embrasement mondial imminent s'amoncelaient. L'apparition d'un bateau de guerre allemand dans le port franco-marocain d'Agadir, la guerre de Tripoli entre l'Italie et la Turquie, la guerre des Balkans, dans laquelle s'affrontaient l'Autriche et la Serbie soutenue par la Russie, étaient les signes infaillibles qu'un malheur approchait. Seuls les peuples pouvaient, par leur intervention directe, assurer la paix, et le pays d'où l'initiative aurait dû partir était l'Allemagne, qui disposait du plus gros potentiel militaire. Il n'y avait assurément aucune action en faveur de la paix à attendre des partis « nationaux », et ce rôle revenait au Parti social-démocrate, qui était représenté au Reichstag par un grand nombre de députés et qui pouvait compter avec les syndicats puissants qui lui étaient étroitement liés. Quel comportement adopta le parti devant cette question lourde de conséquences ?

Au congrès de l'Internationale socialiste de 1907, à Stuttgart, il fut discuté à l'initiative de l'antimilitariste français Gustave Hervé des actions pacifistes que pouvaient adopter les socialistes, en particulier une grève générale contre la guerre. Les sociaux-démocrates allemands y étaient opposés, car pour eux une grève générale n'était rien d'autre qu'un « non-sens général ». Dans les milieux marxistes allemands, on argumentait de manière dogmatique : la guerre, que l'on concevait comme une conséquence du capitalisme, ne pouvait, pensait-on, disparaître que par l'instauration d'une société socialiste. Contre une attaque extérieure, particulièrement venant de Russie, politiquement arriérée et

1918, à 203, en avril 1919. L'organisation des antimilitaristes les plus conséquents avait plus de 1 000 adhérents. Nombre d'entre eux durent faire connaissance avec la prison. Là eurent lieu maintes grèves de la faim. Johannes Nielsen refusa toute nourriture pendant 41 jours. Un autre objeteur me raconta qu'on l'avait nourri de force, au point qu'il y avait laissé quelques dents. C'est à la lutte acharnée de ces idéalistes que le Danemark doit d'avoir introduit, dès 1917, le service civil comme alternative au service militaire... Une réforme qui se fera attendre encore pendant des décennies dans les autres pays occidentaux – un demi-siècle en France – et qui, encore aujourd'hui, en est péniblement à ses débuts dans les pays communistes. Les antimilitaristes danois les plus conséquents refusèrent aussi le service civil. C'est à l'armée en tant qu'institution qu'ils s'opposaient.



*A bas le militarisme - Vivre le socialisme*

## **Elise Ottesen Jensen, pionnière des droits de la femme**

L'été 1919, Albert Jensen et sa compagne, Elise Ottesen Jensen, furent expulsés du Danemark. Jensen, un journaliste célèbre, était un antimilitariste conséquent, un orateur fascinant et un infatigable agitateur en faveur du socialisme libertaire. Elise était dynamique et avait une forte personnalité. Elle devint plus tard une célébrité internationale à cause de son combat pour l'éducation sexuelle, le contrôle des naissances et le planning familial.

Dix-septième enfant d'un pasteur norvégien, la jeune fille s'était préparée au métier de dentiste. Une explosion de laboratoire, dans laquelle elle perdit quelques doigts, la contraignit à changer de profession. Arrivée au début de la guerre avec son compagnon Jensen à Copenhague, elle travailla comme

huit heures, ainsi qu'un code électoral amélioré. Le monocamérisme ne devait devenir réalité qu'un demi-siècle plus tard. Tout le reste resta sur le papier.

Dans ce pays agricole qu'est le Danemark, même les couches les plus pauvres de la population ne souffraient guère de la faim. Pourtant, ici aussi, le peuple avait à subir les effets de la guerre. La fermeture des usines créait du chômage ; l'augmentation des prix amenait des revendications salariales, des grèves et des lock-out. Les chômeurs réclamaient une allocation hebdomadaire de 30 couronnes, des aides au logement et du combustible, et comme leurs revendications n'étaient pas entendues, ils descendirent en masse dans la rue. Le 11 février 1918, 2 000 chômeurs organisèrent un tumulte à la Bourse de Copenhague. Ils étaient indignés par la spéculation, dans laquelle ils voyaient la cause de leur misère. Les meneurs firent irruption dans la salle de courtage et voulurent expulser les courtiers, comme Jésus le fit avec les marchands du temple. Au Kultorget, au Grøtoret et au parc Faelles aussi, il y eut des manifestations. Les organisateurs passèrent devant les juges et furent condamnés à des peines de prison et d'amendes pour troubles de l'ordre public. A la suite de quoi, la révolte des mécontents se réduisit à des actions sporadiques. Il n'y avait pas de situation révolutionnaire au Danemark. La majorité de la population ne voulait pas entendre parler de révolution sociale. Les paroles de mon voisin de palier : « *Au fond, on n'est pas si mal que ça dans notre petit Danemark* », exprimaient le point de vue typique du Danois moyen.

Les actions directes n'étaient toutefois pas tout fait vaines. L'une des principales revendications, la réduction de la journée de travail, qui jusqu'alors s'élevait à 10 heures et plus, fut satisfaite avec l'introduction de la journée de huit heures, le premier janvier 1920. On était encore bien loin du bouleversement social eschatologique, mais de petits progrès étaient arrachés morceau par morceau. Le communisme était inexistant à l'époque au Danemark. L'opposition syndicaliste représentait l'aile gauche du mouvement ouvrier, Dans son quotidien, *Solidaritet*, les antimilitaristes avaient aussi leur place. Le directeur du journal, Karl Iversen, et, sa superbe femme m'offrirent le gîte durant les premières semaines de ma vie à Copenhague, dans leur humble appartement, Prinz ergengade.

L'engagement des jeunes objecteurs de conscience danois était admirable, ils refusaient aussi bien de tuer que de se faire tuer et ne se laissaient même pas instruire au maniement des armes. Leur nombre était passé de 73, en janvier

économiquement sous-développée, les sociaux-démocrates défendraient leur patrie. Avec cette argumentation naquit le social-patriotisme. Pour les partis « nationaux », c'était : « *l'Allemagne sauvera le monde* ». Mais les sociaux-patriotes étaient, eux aussi, plus proches de l'uniforme militaire que de l'écharpe rouge des socialistes internationalistes. Un projet de résolution qui exhortait les travailleurs à l'action directe contre la guerre et appelait les députés à voter contre les déclarations de guerre et les crédits fut rejeté, suite au veto des sociaux-démocrates allemands. Hervé, désappointé, se résigna et devint plus tard nationaliste. Les seuls sociaux-démocrates connus qui se déclarèrent pour l'action pacifiste furent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Au congrès international socialiste de Copenhague en 1910, le même jeu se répéta. Cette fois, c'était l'Anglais Keir Hardie qui, au nom de son parti, appelait les socialistes de tous les pays à lutter ensemble contre la guerre et le militarisme. Il exigeait non seulement le désarmement mais aussi la disparition totale de l'esprit militariste. Dans un projet de résolution présenté par lui-même et le Français Vaillant, la grève générale dans les industries d'armement et dans les transports était présentée comme le moyen le plus efficace contre la guerre, en plus d'une campagne internationale pour la paix. Cette fois encore, ce furent les sociaux-démocrates allemands qui refusèrent la proposition, alors que les sociaux-démocrates suédois eux-mêmes la regardaient de manière positive. Pour éviter une scission de l'internationale, on renonça au vote. Ainsi, les sociaux-démocraties allemands étaient-ils les principaux opposants à une stratégie antimilitariste conséquente. Bebel se contenta de critiquer au Reichstag les boutons brillants des uniformes que l'ennemi pouvait prendre pour cible. Il affirma que lui-même porterait les armes, malgré son grand âge, si c'était contre la Russie tsariste.

Nous autres, jeunes socialistes de Berlin, nous nous placions du côté de nos camarades français et anglais. Nous voulions sérieusement combattre la guerre et le militarisme. La Fédération socialiste fonda un comité pour appeler les travailleurs allemands à une journée où seraient discutées les actions internationales pour la paix. Nous étions d'avis qu'une grève générale était préférable à une guerre mondiale. Nous étions sûrs que le mouvement ouvrier français, syndicaliste et antimilitariste se solidariserait avec des actions contre la guerre venant d'Allemagne. Car de l'Allemagne et de la France dépendait la paix mondiale.

Gustav Landauer avait écrit un article – «L'abolition de la guerre par l'autodétermination des peuples, questions aux travailleurs allemands» – que nous tirâmes à 100 000 exemplaires [1]. Mais le tract fut remis aux mains de la police par le mouchard Prawitz Reimann, et confisqué avant d'avoir été diffusé, le 4 décembre, à cause de l'appel à la grève générale qu'il contenait. La saisie était illégale car il n'y avait pas, dans le code pénal allemand, de paragraphe prévoyant des peines pour la dénonciation des conditions de travail ou l'arrêt du travail. Malgré cela, la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Berlin confirma le jugement le 25 mars 1912. Le tract resta interdit, les exemplaires déjà imprimés et la composition furent détruits. Personne ne put être condamné, car le texte de Gustav Landauer n'était pas signé (ce n'est qu'en 1919 qu'il apparut avec le nom de l'auteur dans le recueil d'articles *Rechenschaft*).

J'interromps ici l'exposé des événements pour raconter une anecdote personnelle : le 18 mars 1912, je déposais une gerbe sur la tombe des révolutionnaires tombés en mars 1848, en compagnie de quelques compagnons d'idées lorsque, à la sortie du cimetière, je fus appréhendé par la police. Ce n'est qu'après plusieurs heures d'interrogatoire au poste de police, lorsqu'il apparut que j'étais bien né en Allemagne, dûment estampillé et irréprochable au regard de la loi, que je fus libéré. La raison de mon arrestation j'étais encore un « bleu » dans le mouvement, et donc encore inconnu des services de police. L'appartenance à un groupe socialiste libertaire n'était pas interdite par la loi, mais celui qui faisait partie de ce mouvement bien peu constitutionnel dans ce régime autoritaire prussien devait s'attendre à être sans-cesse filé, arrêté, contrôlé et tracassé par la police.

En 1912, l'extension du conflit des Balkans menaçait de dégénérer en une guerre européenne. Mais après l'attentat du nationaliste serbe Prinzip contre l'archiduc autrichien François-Ferdinand et sa femme, le 28 juin 1914 à Sarajevo, le danger d'un conflit guerrier entre les grandes puissances était à son comble. C'était maintenant qu'on allait voir si la volonté de paix des peuples serait plus forte que le chauvinisme nationaliste, si l'idéal du socialisme humaniste remporterait sur les intérêts du capital international.

Le 29 juillet 1914, les représentants de l'internationale socialiste se rencontrèrent à Bruxelles, pour prendre position sur le danger immédiat d'une guerre. Et au cours des discussions, les sociaux-démocrates allemands et autrichiens montrèrent que leurs sentiments nationaux étaient plus forts que l'in-

## Au Danemark

La première semaine, ça n'allait guère fort pour moi. Un compagnon suédois, qui travaillait comme plongeur dans un hôtel, nous fournissait en sandwichs – Marius Svensson, de Stockholm, qui vivait maintenant au Danemark, lui aussi, était chômeur. Pour pouvoir travailler, il fallait des papiers en règle, car dans la civilisation moderne, on ne peut exister légalement que si l'on est enregistré par l'administration. Comme, en tant qu'Allemand, je n'aurais pas obtenu d'autorisation de séjour, je me procurai des papiers suédois avec l'aide de mon ami Ernst Johan Lundkvist, rédacteur en chef de l'illustré de Stockholm, *Folket i Bild*. Lundkvist m'envoya son acte de naissance, avec lequel je me présentai au consulat suédois à Copenhague, sous son nom. On n'eut pas le moindre soupçon : Lundkvist et moi étions du même âge et je parlais le suédois avec l'accent nordique. J'obtins un passeport sans difficulté. Maintenant, je pouvais vivre légalement au Danemark. L'école Berlitz, où je donnais des heures de cours, m'arrangea un poste de précepteur chez le propriétaire foncier Munch, sur l'île de Lolland. Né en ville, je ne connaissais rien à l'agriculture. C'est dans les vastes champs de betteraves sucrières, cultivés par des saisonniers polonais, et dans les coopératives laitières, dans lesquelles de gros propriétaires amenaient aussi leur lait, que mon intérêt fut pour la première fois attiré par les problèmes paysans, que j'ai étudiés plus tard, pendant la guerre civile espagnole, puis en Amérique latine et aussi en Israël, et que j'ai décrits dans plusieurs livres.

Pendant que je m'occupais de ces problèmes agricoles et des coopératives danoises, l'Empire allemand s'effondrait. Cet événement eut un grand retentissement dans toute la Scandinavie, surtout en Suède. Le 20 novembre 1918, un congrès de toutes les tendances de la gauche socialiste, réunies à Stockholm, réclama l'abolition de la monarchie et de l'armée, un gouvernement basé sur des conseils d'ouvriers et de soldats, le monocranisme, la légalisation de la journée de huit heures, la distribution des terres cultivables à tous les paysans sans terre et bien d'autres choses encore. Pour le vieux parti social-démocrate, qui avait la majorité des travailleurs avec lui, ces revendications allaient trop loin. Le leader socialiste Hjalmar Branting, futur ministre, et le président de la confédération syndicale se distancèrent publiquement des postulats radicaux de la gauche socialiste, qui ne représentait qu'une minorité du mouvement ouvrier. La seule chose qui fut adoptée fut la loi sur la journée de

*Il est grand temps d'arrêter ce massacre insensé. Les travailleurs de tous les pays aspirent à la paix. Nous ne voulons pas être plus longtemps les victimes d'une politique criminelle, les jouets des dominants qui avec notre sang se couvrent d'argent, d'honneur et de gloire. Nous, peuples travailleurs de l'Europe et du monde entier, ne sommes pas ennemis. Nous voulons la paix, la liberté, la justice et l'humanisme et nous pensons que nous les atteindrons par le socialisme, dans une société libre. Au combat pour la paix et la liberté !*

*Guerre à la guerre !*

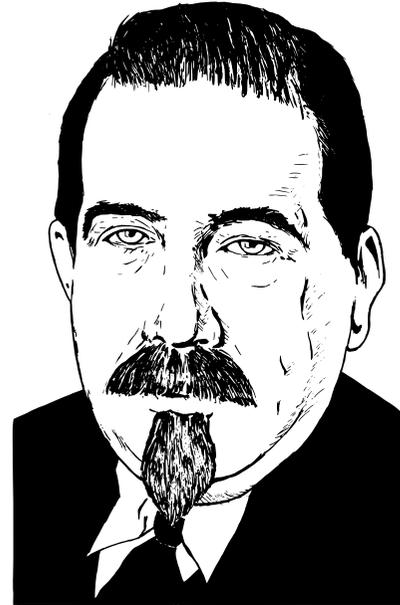
*Un groupe de jeunes travailleurs allemands »*

Les soldats rentrant en Allemagne ne furent pas les seuls à lire le tract. Les membres de l'ambassade allemande, qui étaient venus saluer leurs compatriotes le reçurent aussi... Dans le Parti des jeunes socialistes signataire de ce tract, j'étais le seul Allemand. La police le savait. Je fus arrêté et expulsé de Suède.

Un agent de police m'escorta par le train jusqu'à la frontière norvégienne, où il me libéra. Ma liberté ne devait cependant durer que quelques heures. A la gare de Christiana, l'actuelle Oslo, trois messieurs très sérieux se proposèrent pour m'accompagner. A la police, où ils me conduisirent, je fus présenté à cinquante agents en civil avant d'être conduit en cellule. Aucune explication. La gardien de service me laissa entendre que je devais être expulsé vers Copenhague. Je dus attendre un bateau pendant une semaine, en prison.

A Copenhague, l'entrée me fut interdite. La police danoise me mit sur le bac pour la Suède. Au débarquement à Malmö, il y avait deux sorties, l'une pour les scandinaves, l'autre pour les étrangers non scandinaves. Je remarquai que les scandinaves n'avaient pas à présenter de papiers : j'utilisai donc leur sortie. « *Svensk ?* », me demanda un contrôleur. « *Jaha !* », répondis-je. Je passai haut la main. Mais je ne pouvais rester en Suède, d'où j'avais été expulsé huit jours auparavant. Mes compagnons du journal libre-penseur de Malmö *Nya Folkviljan* me conseillèrent de profiter du week-end pour retourner au Danemark. Beaucoup de Suédois partaient le samedi vers le Danemark pour faire la noce à l'aquavit danoise, car la Suède avait instauré une stricte prohibition. On ne demandait en général pas de papiers à ces excursionnistes. Je pris le train jusqu'à Helsingborg, puis le bac pour traverser le détroit jusqu'à Helsingör, sur la rive danoise.

[1] En 1924, point culminant de son influence, elle atteignit 37 000 adhérents, et dans les années 50, elle en comptait encore plus de 20 000. La S.A.C. publiait le quotidien *Arbetaren*.



Léon Jouhaux (Dessin: OLT)

ternationalisme socialiste. Karl Legien, le représentant des syndicats allemands, fit comprendre, sans aucune ambiguïté possible, à son collègue français Léon Jouhaux que les travailleurs allemands marcheraient et ne feraient pas grève, alors que quelques jours auparavant, la *Bataille syndicaliste*, l'organe des syndicats français, s'était encore prononcée pour l'empêchement de la guerre par la grève générale. La social-démocratie allemande, la plus forte section de l'Internationale socialiste prit sa part de responsabilité dans la guerre en votant les crédits de guerre au Parlement (où elle avait 110 députés). Les nombreux appels télégraphiques des syndicats étrangers à l'adresse de la Confédération générale des syndicats allemands (Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund) pour empêcher la guerre par une action commune n'eurent aucun écho. Le sort était jeté. Quatre mois plus tard, le 2 décembre, la fraction social-démocrate au Parlement allemand vota le renouvellement des crédits de guerre. Seuls Karl Liebknecht et Otto Rühle s'y opposèrent. Quelques autres les rejoignirent plus tard.

Lorsque la guerre éclata, je me trouvais à Vienne, où je rendais visite au groupe communiste anarchiste fondé par Rudolf Großmann (Pierre Ramus). Bien que la police sut qu'il s'agissait d'un groupe de « kropotkiniens » et de « tolstoïens » non violents, nous étions sans cesse exposés à la répression. Peu de temps après le déclenchement des hostilités, je fus donc arrêté et expulsé vers mon pays d'origine. On enchaîna ma main droite à la main gauche d'un compagnon d'infortune. On ne nous ôta pas les chaînes, même pour la nuit. Deux jours après, je fus livré au commandant de la petite ville de garnison silésienne, Neustadt, comme « fumiste ». Sur mon mandat d'arrêt, marqué d'une croix rouge, était écrit : attention, anarchiste ! Cela devait être écrit sur mon front, car il n'y avait aucune bombe dans ma valise. Je passai quelques semaines à l'hôpital

militaire, à cause d'une grave crise cardiaque, qui ne mit cependant pas ma vie en danger. En congé de convalescence, je n'attendis pas qu'on revienne me chercher. Cette guerre « pour le kaiser et la patrie » n'était pas la mienne.

Un mot encore, à propos de Gustav Landauer, qui est resté incompris car il ne voyait pas dans le Parlement l'endroit d'où pourrait être réalisé le socialisme, au sens où il le comprenait. Il lui manquait deux attributs indispensables pour un homme politique : la vanité personnelle et la recherche de confortables *modus vivendi*. Landauer vécut pauvre et mourut pauvre. Quand Rudolf Krämer-Badoni le décrit comme un « prophète d'un curieux anarchisme sentimental » [2], il ne sait visiblement pas que Landauer fut l'un des premiers à proposer une fédération des peuples pour la garantie de la paix. A Noël 1916, il adressa une lettre au président américain Woodrow Wilson, dont je cite cet extrait :

*« Maintenant, les gouvernements devraient tous s'impliquer dans la guerre, c'est-à-dire non seulement les belligérants mais encore les Etats neutres en accord avec leur représentation populaire, afin que dans le traité de paix, il soit stipulé qu'un congrès international devra immédiatement être convoqué, dans un délai précis, dont les décisions auront force de loi et qui tout à fait indépendamment du traité de paix provisoire, devra prendre sous sa juridiction permanente, en tant qu'objet commun à tous les peuples, deux domaines qui, jusqu'ici et pour le plus grand malheur de tous, étaient considérés comme des affaires intérieures à chaque Etat : premièrement l'armement et deuxièmement le contrôle du droit constitutionnel de chaque Etat de manière à garantir que le peuple entier de la politique et du gouvernement de son territoire ».*

Landauer demandait dans cette lettre une conférence internationale pour le désarmement. « Les armements, disait-il, ne doivent pas, dans l'intérêt de la paix mondiale, être des affaires purement intérieures. L'armement doit être réglementé par des institutions de droit public d'un congrès international, dont les décisions sont obligatoires et peuvent être imposées ». On ne sait si la lettre de Landauer vint aux mains du président Wilson. Mais quelques semaines plus tard, Wilson publia son célèbre manifeste pour la paix, qui contient les mêmes idées. Et deux ans après, à Genève, la Société des nations fut créée.

[1] L'article parut en dépit de l'interdiction du tract dans Le socialiste n°19 (1<sup>er</sup> octobre 1912).

[2] Dans son livre : Anarchisme histoire et actualité d'une utopie, Vienne, München, Zürich, 1970.

*La misère augmente, les dettes des États belligérants s'accroissent de plus en plus. Bientôt l'Europe sera économiquement dépendante des États-Unis. Pourquoi tout cela ? A quoi sert toute cette destruction sans limites de vies humaines et de valeurs matérielles ? Il est temps pour nous, ouvriers et paysans allemands, de nous poser ces questions. Au bout du compte, C'est bien nous qui portons les plus lourdes charges, pendant et après la guerre. Les dettes monstrueuses, les redevances, l'entretien des veuves et invalides, tout sera gratté sur le dos du peuple travailleur. En revanche, les dix mille qui nous dominent gagnent de l'argent tant et plus à cause de la guerre.*

*En 1912, Bertha Krupp n'avait pas moins de 21 millions de revenus annuels ! Le kaiser Wilhelm II, le plus gros actionnaire de la firme Krupp, tirait de plus grosses recettes encore de cette source ! Ne serait-ce pas par hasard à cause de cela qu'il a tenu ses discours belliqueux Pourquoi la firme Krupp a-t-elle donné de fortes sommes à la presse française pour qu'elle publie des articles incitant à la guerre ? N'est-il pas douteux l'amour de la patrie, quand les "Deutschen Waffen und Munitionsfabriken" (Usines allemandes d'armes et de munitions) créent en France une "Société française pour la fabrication de roulements à billes", dans laquelle sont produites des machines utilisées contre "l'ennemi héréditaire" ? La même firme livra 50% de sa production à la Russie et 200 000 fusils à la Serbie ! Ainsi, dans cette guerre, des ouvriers et des paysans allemands se font tuer par des armes fabriquées en Allemagne. Le grand industriel Thyssen ne dit-il pas que les discours belliqueux du kaiser servaient à inciter le Parlement à voter de nouvelles commandes à la firme Krupp ? Plus fort est l'arme-ment, plus grand sont les profits. Pendant la guerre, la firme Krupp a augmenté son capital-action de 180 à 250 millions de marks. La guerre coûte cher chaque soldat qui tombe coûte 50 000 marks !*

*On nous dit que cette guerre est, une guerre défensive. Chaque État prétend être l'agressé. Qui et où, est donc l'agresseur s'ils sont tous les agressés ? Si nous devons nous entre-tuer pour nous défendre les uns des autres, il faudrait avant tout se poser la question sommes-nous vraiment ennemis ? L'ouvrier et le paysan français, russes et anglais ne veulent-ils pas tout comme nous accomplir en paix leur travail à l'atelier ou aux champs ? Non, nous ne sommes pas ennemis ! Si cela dépendait de nous, il n'y aurait pas de guerre.*

*Nous qui devons faire tous les sacrifices avons le droit de faire entendre notre voix. Nous demandons : que veut et qu'envisage le gouvernement ? Les frontières de notre pays sont libres de tout ennemi pourquoi continue-t-on la guerre ? Nous ne voulons pas d'une guerre de conquête. Si un pays peut faire des offres de paix, c'est bien l'Allemagne.*

Durant la guerre eut lieu une grave pénurie de vivres. Le pain et les aliments de base furent rationnés. Dans plusieurs villes eurent lieu des révoltes causées par la faim. Les travailleurs réclamaient la réduction des prix alimentaires et la mise à disposition des terres communales pour la culture de pommes de terre. A Stockholm, ils manifestèrent pour le « Parlement de la rue ». Après la chute du régime tsariste en Russie, l'agitation atteignit son point culminant. Les éléments conservateurs organisèrent un corps de sécurité dont le quartier général était à l'école supérieure militaire. Ceci alarma la gauche extra-parlementaire. A la Maison du peuple, des soldats fraternisèrent avec les ouvriers. Des marins dirent qu'ils refuseraient d'obéir s'ils devaient marcher contre des manifestations de travailleurs. Le 1<sup>er</sup> mai 1917 fut attendu avec espoir et inquiétude. Cent mille opposants à la guerre vinrent à la manifestation, mais tout se passa dans le calme. Les masses ne montèrent pas à l'assaut du Château, la police et l'armée se tinrent en arrière. La Suède, ce pays sans tradition révolutionnaire, tenait déjà à atteindre le progrès par la voie évolutive.

Durant ces journées, Stockholm eut des hôtes de choix. Lénine arriva de Suisse avec ses compagnons. Nous leur réservâmes un accueil enthousiaste. Comment pouvions-nous deviner les talents de dictateur que le chef des bolcheviks réservait au fond de son cœur pour le peuple russe ! L'espoir du gouvernement Impérial allemand que les marxistes russes concluraient la paix avec lui s'accomplit. Il ne pensait pas que la révolution pouvait aussi fondre sur lui-même... De son exil londonien arriva aussi Pierre Kropotkine avec sa femme et sa fille. C'était là les personnalités les plus marquantes parmi tous ceux pour qui Stockholm constituait la première étape du retour vers leur patrie libérée de l'autocratie tsariste.

Un peu plus tard, en gare de Stockholm, entra un train venu de Russie avec des prisonniers de guerre allemands, blessés ou malades, qui étaient en cours d'échange et devaient depuis ici poursuivre leur voyage pour l'Allemagne. La presse avait annoncé cet échange de prisonniers et l'arrivée de ce train à Stockholm. Je décidai de rédiger un texte en langue allemande.

En voici le texte :

*« Pourquoi ? D'innombrables victimes ont été sacrifiées au Moloch "Guerre". Une inexprimable désolation pèse sur des millions de familles ; des mères, des sœurs se demandent pourquoi nos fils, nos époux, nos frères doivent-ils tuer et se faire tuer ? »*

## 1914-1919 déserteur en Scandinavie

Dans le bon vieux temps, comme seuls disent les vieux qui regrettent leur jeunesse, les pauvres étaient plus pauvres et les conditions de vie des masses plus rudes qu'aujourd'hui. Mais il y avait avant la Première Guerre mondiale certaines libertés qui sont aujourd'hui bien perdues. Avant 1914, on pouvait voyager sans papiers d'identité, avec un simple ticket de train, à travers toute l'Europe, et il suffisait d'un simple billet de bateau pour arien de continents à continents. Les visas n'étaient demandés que pour les colonies et la Russie tsariste. A toutes les autres frontières, on ne recherchait que les individus suspects. Après l'attentat de l'anarchiste polonais Léon Czolgosz contre le président américain Mac Kinley en 1901, les individus louches furent contrôlés à leur arrivée aux États-Unis... Contrôlés ? On demanda un jour à un immigrant allemand s'il était anarchiste. Celui-ci répliqua avec une mine tout-à-fait innocente qu'il était menuisier. On le laissa entrer sans l'importuner davantage. Grâce à cette liberté du choix de résidence, qui perdura encore pendant les premiers mois de la guerre, je pus sans grosses difficultés me retirer vers la Suède.

A Stockholm, j'atterris chez Emil Manus Svensson, qui, en tant que réfractaire au service militaire en Suède avait fait les mêmes expériences que moi auparavant en Prusse. Il n'avait pas donné suite à sa convocation devant le conseil de révision. Lorsque la police voulut, l'emmener, il s'enroula dans un tapis, mais qui était si court qu'on lui voyait les jambes. il fut emmené à la caserne mais libéré peu de temps après. Nous sommes restés amis pour la vie.

## La Suède

La Suède était à cette époque encore bien loin de l'État-providence. Le niveau de vie des travailleurs était bas, le chômage important, il n'y avait pas d'allocations pour les chômeurs, la sécurité sociale en était encore à ses débuts.

La journée de travail était de neuf, dix, et même onze à douze heures. Il y avait fréquemment des conflits entre travailleurs et patrons. Pendant la grande grève des dockers de 1908, les armateurs avaient embauché en Angleterre des briseurs de grèves professionnels. Les travailleurs suédois appelèrent leurs collègues anglais à ne pas les poignarder dans le dos alors qu'ils combattaient pour des



Dessin: Anton Nilson

augmentations de salaire. Comme leurs exhortations restaient sans suite, trois ouvriers suédois recoururent un moyen dissuasif : ils déposèrent une bombe de leur fabrication sur l'*Almathea*, desservi par les briseurs de grève dans le port de Malmö. L'explosion fit un mort et de nombreux blessés. Deux des auteurs de l'attentat, Anton Nilson et Algot Rosberg furent condamnés à mort, le troisième, Alfred Stern, à la réclusion à perpétuité. Les condamnés à mort ne furent cependant pas exécutés. Peu après la condam-

nation des « hommes de l'*Almathea* » commença en effet dans tout le pays une campagne pour leur libération. Il fallut cependant attendre neuf ans avant qu'ils soient amnistiés. Je pus assister au jour de leur libération ce fut une fête pleine d'allégresse pour toutes les forces progressistes et libertaires du pays.

Au dernier échelon de la société, il y avait les « rallares », bûcherons et ouvriers des lignes de chemins de fer, qui étaient séparés de leurs familles pendant la plus grande partie de la semaine, parfois plus, et étaient exposés dans leur hutte primitive aux injures de la nature. « *Tu viens comme un oiseau de printemps dans notre froide nuit nordique* », me dit après ma conférence un travailleur de la forêt, en faisant chauffer de l'eau pour le café sur sa primitive cuisinière à pétrole. Comme presque quarante ans après je fis à nouveau une tournée de conférences dans le nord de la Suède, un forestier m'invita dans sa coquette maison individuelle. Maintenant, les bûcherons vont au travail le matin soit avec leur voiture personnelle, soit avec une voiture commune et rentrent tous les soirs à la maison. Les arbres sont abattus à la scie mécanique et le travail a perdu sa dureté d'autrefois. En 1974, les bûcherons gagnèrent de haute lutte une grève pour l'obtention d'un salaire fixe mensuel.

Dans l'appréciation des problèmes soulevés par la guerre de 1914 régnaient de grandes divergences d'opinion. Le roi Gustav V et la famille royale ne cachaient pas leurs amitiés avec l'Allemagne. L'armée, les conservateurs et la classe dominante étaient de leur côté. Les libéraux et surtout les sociaux-démocrates se prononçaient pour l'Ouest. Les divergences d'opinion entre le couronne et le

président du Conseil, libéral, conduisirent à une crise gouvernementale. Le gouvernement, conservateur, mis en place par le roi suite à cette crise, donna le feu vert pour rentrée en guerre de la Suède aux côtés de l'Allemagne. Mais le Parti ouvrier social-démocrate, les syndicats et les groupes actifs de pacifistes et antimilitaristes, les jeunes socialistes et syndicalistes luttèrent pour la neutralité et la paix. Le gouvernement chercha à réduire cette opposition au silence par l'emploi de la force. Les journaux qui appelaient des actions directes contre une éventuelle entrée en guerre de la Suède furent saisis. Les porte-parole de l'organisation de jeunesse des sociaux-démocrates, Zeth Höglund, Ivan Oljelund et Erik Hedén, furent condamnés à la prison pour haute trahison, car un congrès pour la paix appelé par eux avait pris la décision de « *faire tous les préparatifs pour des actions de masse contre les projets de guerre du gouvernement* ».

Politiquement, la vieille Suède était plus proche de la Prusse du droit de vote selon les trois classes que des pays occidentaux. En 1909, 19 % seulement de la population masculine avait le droit de vote. Le Parti ouvrier social-démocrate se développa néanmoins rapidement. Déjà, lorsque la guerre éclata, il était le plus fort parti et, en 1920, il entra pour la première fois au gouvernement... Pour six mois il est vrai.



En 1910, des syndicalistes oppositionnels fondèrent sous l'influence de jeunes socialistes de tendance anarchiste, et encouragés par l'expérience de la grève générale de l'an passé, une organisation syndicale qui existe encore aujourd'hui : la Sveriges Arbetares Centralorganisation (S.A.C. Organisation centrale des travailleurs suédois) [1]. Durant la Première Guerre mondiale, un groupe de marxistes radicaux se détacha du Parti social-démocrate : l'Union des jeunes sociaux-démocrates envoya, en 1915, des représentants à la conférence internationale des sociaux-démocrates oppositionnels de Zimmerwald. De ce groupe de socialistes de gauche sortit plus tard le Parti communiste suédois. Le front de gauche prônait des méthodes de luttes extra-parlementaires.